

Les Possibles — No. 12 Hiver 2016

Il n'est jamais trop tôt pour mal faire !

mardi 21 février 2017, par Jacques Cossart

Paul Nizan n'avait pas même atteint la trentaine quand il publia son célèbre *Aden Arabie*, qu'il ouvrait par cette phrase mille fois citée « J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. » Que pourrait-il écrire aujourd'hui, 85 ans après ? L'Organisation internationale du travail (OIT), dans sa série consacrée à l'emploi et aux questions sociales dans le monde, publie [Youth](#). En une sorte d'écho à l'apostrophe de Nizan, l'OIT présente son rapport 2016 avec cette alarme « Dans un climat de regain d'inquiétudes au sujet de la croissance économique mondiale, le chômage des jeunes est à la hausse ». Pourtant, ne nous rebat-on pas les oreilles, à satiété à gauche et à droite, avec le slogan de la croissance indispensable pour tout résoudre ?

Chômage des jeunes

Le tableau 1, reproduit ici, qui figure dès la page 4 du rapport [Youth](#), chiffre sur la décennie 2007-2017 (il s'agit d'une projection pour la dernière année) d'une part, la population jeune (18-24 ans) sans emploi, et d'autre part la population, jeune aussi, disposant d'un emploi mais pauvre. Est défini comme pauvre, ou extrêmement pauvre, celui qui dispose de moins de 3,10 \$/jour. En 2017, le monde devrait compter 71 millions de jeunes sans emploi dont plus de 61 millions dans les pays en développement et émergents. Mais, dira-t-on, on peut remarquer que le nombre de jeunes travailleurs pauvres, ou extrêmement pauvres, décroît tout au long de la période 2007-2017 ; tant mieux, évidemment. Mais peut-on entonner un chant de louanges alors qu'ils sont encore 156 millions dans ces pays à « travailler » mais à être décomptés dans les pauvres ou extrêmement pauvres ?

Devant de tels constats, on se demande bien ce qui pourrait encore être accaparé par les propriétaires du capital pour qu'ils accroissent toujours davantage leurs revenus. On reste confondu de les voir ainsi scier la branche sur laquelle ils se croient assis jusqu'à la fin des temps. On lira, à cet égard, cette étude mentionnée dans [Quoi, le néolibéralisme tuerait ?](#) qui évalue à 6,4 % du PIB ghanéen la perte due à la malnutrition infantile. Sont-ils véritablement si sûrs, ces 1 % les plus riches de la planète, de réussir à s'approprier en 2020, 55 % des richesses mondiales ?

Table 1
Youth unemployment and working poverty trends and projections to 2017

	Unemployment rate, 2007-17 (percentage)				Employed youth, 2016-17 (millions)		
	2007-14	2016	2016	2017	2016	2016	2017
World	12.9	13.1	13.1	13.1	70.8	71.0	71.0
Developed countries	15.0	14.5	14.3	14.3	30.2	30.0	30.0
Emerging countries	13.3	13.6	13.7	13.7	52.9	53.5	53.5
Developing countries	9.4	9.5	9.4	9.4	7.4	7.7	7.9

	Working poverty rate, 2007-17 (percentage)				Working poverty, 2016-17 (millions)		
	2007-14	2016	2016	2017	2016	2016	2017
Total emerging and developing	38.4	37.7	36.9	36.9	159.8	156.0	152.2
Emerging countries	31.2	30.2	29.3	29.3	107.3	102.7	98.4
Developing countries	73.3	72.2	71.0	71.0	52.6	53.3	53.8

Note: Throughout this report figures for 2016 and 2017 are projections. The working poverty rate is defined as the share of employed population in extreme or moderate poverty, i.e. with per capita income or consumption of less than US\$2.10 per day.
Source: ILO calculations based on October 2016 update of the model in Razavi and Bourmpouros (2013) and ILO Research Department's Trends Economists Model, April 2016.

Mais que croient-ils, que leurs milliards les sauveront ? Il y a dix ans déjà, un ancien économiste en chef de la Banque mondiale produisait le [Rapport Stern](#). Que trouvait-on dans ce document de plus de 700 pages qui fit tant de bruit dans le Landernau néolibéral ? Il fallait consacrer, chaque année, 1 % du PIB mondial pour pallier le réchauffement climatique, faute de quoi, l'inaction entraînerait, y inclus les dommages collatéraux, un coût allant jusqu'à 20 % de ce même PIB [1]. Comme on pourra le lire dans [Ah, Dieu, que le climat est joli !](#), les dires de Stern et son équipe, n'étaient pas billevesées. Mais, disent les importants, où donc pourrait-on trouver de pareilles sommes ? Mieux vaut continuer à piller ...

Le chômage et les salaires de misère sont parfaits pour parvenir au nirvana capitaliste. Mais, il est toujours possible d'aller plus loin ! Ainsi, les inégalités femmes/hommes font partie des ces « perfectionnements » ; dans ce cas, autant commencer jeune !

On n'en finit pas de recenser les rapports démontrant le danger mortel que constitue, pour l'ensemble de l'humanité, la pollution provoquée par l'activité humaine. Rien, pourtant, ne semble influencer les ultras-riches et ceux, beaucoup plus nombreux, qui se sont mis à leur solde ; serait-ce cette pulsion de mort explorée depuis, au moins, Aristote ? Mais cette très faible fraction de l'humanité s'imagine toujours avoir à sa disposition des bouées de sauvetage. Par exemple, celle de la pollution qui touche le voisin et, en priorité, les pauvres.

Ainsi [The Cost of Air Pollution](#). Ce rapport paru en septembre

2016, est produit par la Banque mondiale qui, pour l'occasion, s'est associée à l'*Institute for Health Metrics and Evaluation* (IHME) de l'Université Washington de Seattle. On y lit que, en 2013, 93 % des décès et maladies dus à la pollution atmosphérique ont eu lieu dans les PVD ; d'ailleurs, est-il ajouté, 90 % de leur population est exposée à de hauts niveaux de pollution atmosphérique. Les rédacteurs ont évalué, pour 2013 au niveau mondial, la perte de revenus du travail à 225 milliards de dollars, soit quelque 2,5 % du PIB des pays les moins développés (PMA) de cette même année. Par chance pour les ultras-riches, il est peu vraisemblable qu'ils vivent dans ces contrées !

On sait désormais que, si on redoute d'être traité de négationniste et exclu de la communauté capable de penser [2], il ne faut pas aborder le devenir des enfants défavorisés, les salaires, la politique industrielle, la finance, l'impôt, la dépense publique, l'immigration ou la RTT.... Bref, Beaumarchais donnait déjà, mais avec talent, la recette, en faisant lancer par son Figaro, « pourvu que je ne parle en mes écrits ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs [3] ». Tant pis, lançons-nous et relisons [D'où les inégalités de rémunération peuvent-elles bien venir ?](#) Il est vrai que l'on n'est jamais trop prudent, les trois auteurs auxquels il y est fait référence appartiennent au FMI et qu'une « étude du FMI n'est pas une étude indépendante ». Serait-on à l'abri des foudres canoniques avec trois économistes des universités, pour l'un de Stockholm, pour l'autre de Pennsylvanie, et pour le troisième de Minnesota ? Les trois téméraires, Kurt Mitman, Dirk Krueger et Fabrizio Perri ont publié le 30 août 2016 une recherche relative à la [macroéconomie et l'hétérogénéité des ménages](#). Ils y démontrent que l'éducation, ou ses failles, prennent une part importante dans l'accroissement des inégalités. Allons bon ! Ils fournissent, entre autres, ce tableau établi pour l'année 2006, par le *Panel Study of Income Dynamics* (PSID) mis en place par l'Université du Michigan pour étudier, depuis 1968, les ménages états-unis. On a beau se penser vacciné contre les effets dévastateurs de la réalité, parfois, celle-ci vous dépasse.

Wealth quintile	Wealth share	Income share	Consumption share	Consumption rate C/Y
Q1	-0.9%	8.7%	11.3%	90.0%
Q2	0.8%	11.2%	12.4%	76.4%
Q3	4.4%	16.7%	16.8%	69.8%
Q4	13.0%	22.1%	22.4%	69.8%
Q5	82.7%	41.2%	37.2%	62.5%

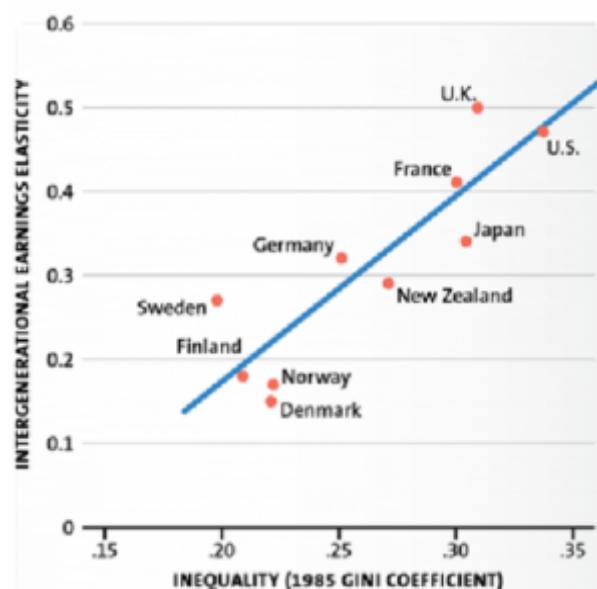
PSID a réparti la population des États-Unis en cinq groupes (quintiles), de Q1, les moins riches à Q5 aux revenus les plus élevés. Dans la deuxième colonne est indiquée la part de la richesse nette (tous les actifs des ménages diminués des dettes correspondantes). 40 % de ces ménages, ne détiennent ... moins que rien, et 20 % d'entre eux en détiennent près de 83 % ! Bien entendu, la répartition du revenu national (troisième colonne) n'est pas la même ; s'il en allait autrement, le pays n'existerait tout simplement plus puisque 40 % de sa population

consommerait 0. La dernière colonne indique le ratio consommation/revenu où l'on voit, sans grande surprise, que les 20 % les plus pauvres de la population consacrent 90 % de leurs revenus à leurs dépenses de consommation. Les trois économistes ont, à partir de ces données, construit un modèle, que l'on ne présentera pas en détail ici. Il met en évidence que, dans une économie avec une inégalité comparable à celle constatée en 2006, un « choc » macroéconomique entraînera une chute de consommation beaucoup plus profonde que dans une économie avec peu d'inégalité.

On ne résiste pas cependant à reproduire leur graphique où, en abscisses sont notées les inégalités mesurées par le coefficient de Gini et, en ordonnées, l'inélasticité sociale qui, plus elle est élevée, reproduit, en l'aggravant d'une génération à l'autre, l'inégalité. Nos auteurs ont, avec ironie, dénommé la droite ainsi tracée, la courbe de Gatsby le magnifique. Ils font évidemment référence à ce roman [4] dans lequel F.S. Fitzgerald décrit la vie de ce millionnaire Gatsby et de la bourgeoisie qui l'entoure, qui vivent sans foi ni loi.

Comme on le voit, le peleton de queue des dix pays les plus riches de l'OCDE comprend les États-Unis, suivis de près par la Grande-Bretagne qui présente, en outre, une plus grande rigidité dans la reproduction des inégalités ; enfin, en troisième position, la France.

THE GREAT GATSBY CURVE



source: The author

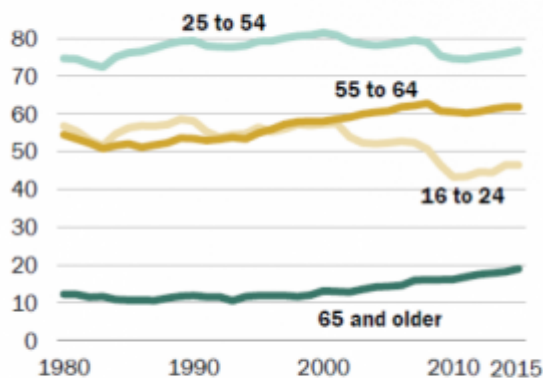
Sera-t-on surpris de constater la croissance des inégalités salariales aux États-Unis ? Le *Pew research center*, centre de recherche états-unien réputé pour ses analyses et enquêtes sociales, basé à Washington, a publié le 6 octobre 2016 [The state of American jobs](#) dans lequel il rend compte de l'état du « marché du travail » aux États-Unis. Les inégalités salariales vont croissant dans le pays. La situation pour les jeunes se détériore ; le salaire médian [5] des 16-24 ans a baissé de 11 % depuis 1980 pour atteindre 25 000 dollars en 2015. En revanche, les plus de

65 ans encore en activité ont vu leur rémunération grimper de 37 % pour atteindre 50 000 dollars, pendant que les 55-64 ans ont dû se contenter d'une augmentation de 10 % en 35 ans.

Le graphique reproduit ici montre que, si près de 60 % des 16-24 ans travaillaient en 1980, ce pourcentage a fortement baissé, tout au moins durant la première décennie 2000, pour atteindre à peine plus de 40 % en 2010 et remonter quelque peu jusqu'en 2015. On repère deux groupes de population qui pourraient bien être considérés comme groupes d'ajustement : les jeunes et les 'vieux' – dont le proportion a presque doublé en 35 ans – ce dernier groupe présente l'avantage d'être, globalement, plus expérimenté et de ne pas alourdir les chiffres du chômage quand ils quittent leur poste. Le niveau des retraites états-uniennes étant fortement lié aux cours boursiers, il semble bien que les retraités aient dû poursuivre leur emploi pour préserver leur revenu.

A rising share of the population ages 55 and older is working

% of civilian population that is employed, by age



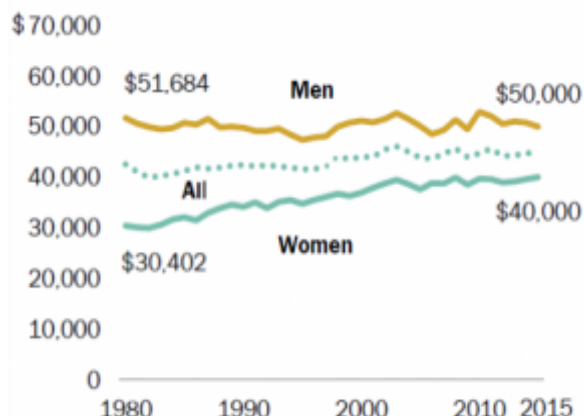
Source: Pew Research Center analysis of Current Population Survey Annual Social and Economic Supplements (IPUMS). "The State of American Jobs"

PEW RESEARCH CENTER

On remarquera sur le graphique, toujours dressé par le *Pew research center* et reproduit ci-dessous, l'évolution sur la période 1980-2015 du salaire médian aux États-Unis. Si celui des femmes a davantage crû que celui des hommes, il en est encore, en 2015, inférieur de 20 %. Cet écart, ne serait en France selon l'[INSEE](#) « que » de 19,5 %. Finalement, les Françaises ne sont pas beaucoup plus mal traitées que les Américaines !

The typical earnings of employed women have increased

Median annual earnings of full-time, year-round workers, in 2014 dollars



Note: Based on civilians ages 16 and older with positive earnings who worked 35 hours per week or more and at least 50 weeks last year. Respondents were asked to report earnings from the previous calendar year.

Source: Pew Research Center analysis of Current Population Survey Annual Social and Economic Supplements (IPUMS).

"The State of American Jobs"

PEW RESEARCH CENTER

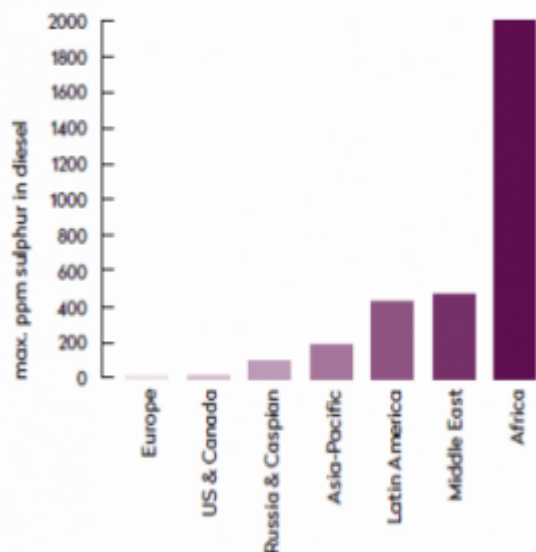
La malédiction du pétrole

Polluants, les carburants ?

L'ONG La Déclaration de Berne publiait en 2012 un ouvrage particulièrement documenté à propos de ce qu'elle intitulait la malédiction des matières premières en général, dont rendait compte le numéro 3 de la revue [Les Possibles](#).

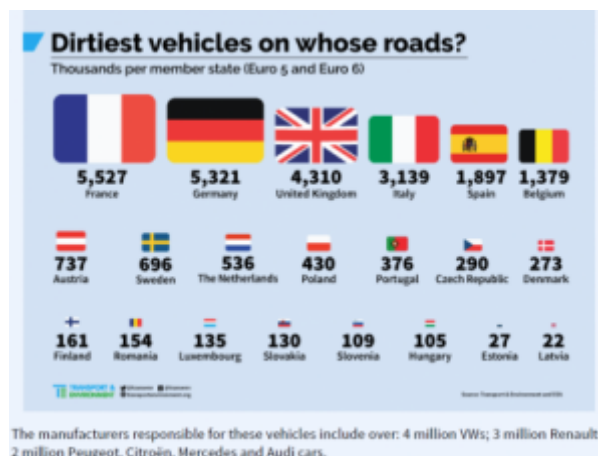
Désormais, La Déclaration de Berne se dénomme *Public Eye* et a produit en juin 2016 [Dirty Diesel](#). Dans ce « sale diesel », l'ONG montre, en plus de 160 pages, comment les compagnies suisses de négoce inondent l'Afrique de carburants toxiques. Tout est monstrueusement montré dans la figure 2 présenté en page 21 et reproduite ici.

Figure 3.2 – Average sulphur limits for diesel in different regions 2015 (projected)

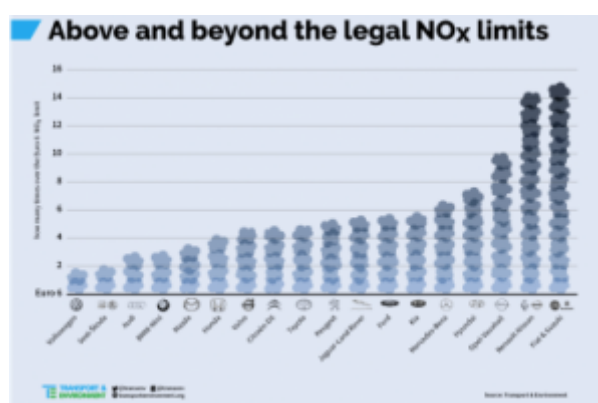


La quantité de soufre autorisée, en moyenne, dans le diesel vendu aux pays africains est 2 000 fois supérieure à celle qui prévaut en Europe où, pourtant, il est élaboré. *Public Eye* dénonce surtout le négoce mené sans vergogne par son pays. Cette dénonciation, parfaitement fondée, ne doit cependant pas faire oublier le rôle des compagnies pétrolières qui sont bien celles qui fabriquent ce diesel mortel. Ainsi, la compagnie Total, qui affiche fièrement ses quelque 5 000 stations services sur l'ensemble du continent africain (plus de la moitié de celles présentes en Europe), se déclare blanche colombe ; elle respecte scrupuleusement la réglementation des pays ! Ainsi, une transnationale de 250 milliards de dollars [6] de chiffre d'affaires moyen annuel sur les trois dernières années n'a pas à se soucier de la qualité des produits qu'elle délivre, il lui suffit de « respecter » la réglementation locale ! Bien entendu, personne ne pourrait penser une seconde que les administrations africaines pourraient fixer les règles sous influence ! Pour se convaincre de la totale indépendance des régulateurs en Europe, il suffit de suivre les émissions grand public [Cash investigation](#) diffusées par France 2 ; alors, pensez donc, en Afrique !

Il se trouve d'ailleurs que, quelque temps après *Dirty Diesel*, *Transport and Environment*, publiait en septembre 2016 [Dieselgate : Who ? What ? How ?](#). Pour clairement spécifier où se situe le scandale sanitaire en Europe, les auteurs dressent le tableau, reproduit ici, ils y cartographient la localisation des 15 millions de « véhicules les plus sales » ; 59 % roulent en France, Allemagne et Royaume-Uni. En ajoutant l'Italie, l'Espagne et la Belgique, on parvient à 84 % des 26 millions de véhicules les plus polluants circulant dans les 20 pays étudiés.



Au moins, dira-t-on, ces 26 millions de véhicules n'émettent-ils pas les quantités de résidus soufrés mises en évidence pour l'Afrique. En revanche, outre le CO₂ évidemment, ils rejettent dans l'atmosphère des composés d'azote, les fameux NO_x, en particulier le NO₂, qui, s'ils n'ont pas les mêmes effets de serre que le CO₂, n'en présentent pas moins des conséquences autrement plus lourdes sur la santé, notamment sur l'appareil respiratoire. L'étude cite le nombre de 72 000 morts prématurées par an [7]. Tous les constructeurs européens sont cités dans ce palmarès d'émission des NO_x, mais on verra dans le tableau reproduit ci-dessous que Renault en émet sept fois plus que son concurrent le plus « vertueux ».



Le rapport ne s'étonne guère de ces résultats dans la mesure où aucune limitation n'a été adoptée depuis le début des années 1990 et ce, nous disent les auteurs, pour deux raisons principales. D'une part, l'attention est portée sur le CO₂ en raison de sa responsabilité dans l'effet de serre ; d'autre part, les mesures sont pratiquées en laboratoire et non à partir des véhicules circulant effectivement. « Il y a trop de flexibilité et de failles dans les protocoles de test ». Ces « arrangements » conduisent à des émissions réelles allant, pour les NO_x, jusqu'à quinze fois les limites européennes.

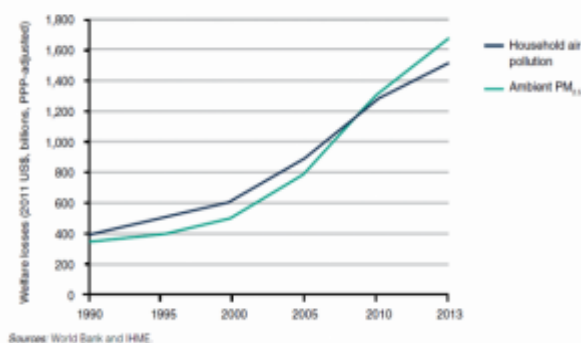
On voit, sur le tableau reproduit ci-dessous, que cinq des constructeurs européens (Volkswagen, Renault, Peugeot, Mercedes, Citroën) viennent largement en tête des constructeurs faisant rouler sur les routes européennes plus de 1 400 000 véhicules dont les émissions sont au-delà de la dernière norme adoptée, dite Euro 6.

Grave, la pollution ?

Mais enfin, en finira-t-on avec tous ces oiseaux de mauvais augure ? Voilà maintenant que la Banque mondiale évalue, à son tour, ce que coûterait la pollution en terme de pertes de revenus du travail dus à des décès prématurés : 225 milliards de dollars [8] !

Elle publie le 8 septembre 2016 [The Cost of Air Pollution](#). Cette étude a été conduite avec l'IHME, un institut de mesure sanitaire et d'évaluation de l'Université Washington de Seattle. Les auteurs estiment la perte due à la mortalité anticipée, pour l'ensemble du monde, à un montant supérieur à 5 000 milliards de dollars. On reproduit ici le graphique présenté dès le résumé de l'étude. Limitée aux pays à faible revenu et à ceux à revenu intermédiaire, la figure montre la part supportée par ces pays, plus de 3 200 milliards, sur les 5 000 qui viennent d'être évoqués.

FIGURE ES.2 Welfare Losses from Ambient PM_{2.5} and Household Air Pollution in Low- and Middle-Income Countries, 1990–2013



Pour ces deux catégories de pays seulement, on y voit l'évolution 1990-2013 des pertes annuelles entraînées par la pollution ambiante, celle de l'air intérieur aux habitations dont on mesure l'importance, bien que sa progression ait tendance à diminuer à partir de 2010. Les montants sont indiqués en dollars 2011 en parité de pouvoir d'achat.

Les auteurs nous indiquent que l'évaluation de 5 000 milliards de dollars s'appuie sur les méthodes « couramment utilisées pour évaluer les coûts et les bénéfices des réglementations environnementales dans un pays donné ». Lesdites méthodes ont pour référentiel l'économie du bien-être dont le support est l'utilitarisme notamment argumenté aux XVIII^e et XIX^e siècles par Bentham, Mill et Jevons ; et, au XX^e siècle, par Pareto et Pigou ; plus récemment, le « Nobel » Amartya Sen fait référence à la notion de bien-être. La critique de ces doctrines-écoles ne sera évidemment pas conduite ici. Notons simplement que, quelles que soient les critiques – bien réelles – qui peuvent leur être adressées, l'allure générale de la courbe montrant l'évolution sur plus de vingt ans illustre la grave situation de l'environnement atmosphérique et ses conséquences néfastes pour les êtres humains et pour l'économie.

Le réchauffement climatique ? C'est pas nous !

« On parle beaucoup de dérèglement climatique, c'est très intéressant, mais ça fait 4,5 milliards d'années que le climat change », déclarait Monsieur Sarkozy le 14 septembre 2016 devant des chefs d'entreprises. Nul doute, en effet, que disculper les transnationales de leur lourde responsabilité, depuis le début du XX^e siècle, particulièrement ces dernières décennies, dans la lourde dégradation environnementale ne peut que séduire les propriétaires du capital.

Pour autant, si on veut être informé au mieux et en détail de l'évolution climatique, il est sans doute préférable de s'en remettre à l'abondante littérature scientifique sur le sujet. Plusieurs études viennent précisément d'être publiées ces derniers mois.

Sensibilité plus grande au CO₂

La revue [Nature](#) publie, en septembre 2016, une étude portant sur les deux derniers millions d'années – il est vrai que Monsieur Sarkozy comptait la sienne en milliards d'années – une reconstruction qui montrerait que la concentration de CO₂ connue aujourd'hui, environ 400 ppm [9], conduirait, à long terme à un réchauffement, par rapport à l'ère préindustrielle, de l'ordre de 5° C ; atteint, ce taux est susceptible de mettre en péril le devenir même de l'espèce humaine. Carolyn Snyder, auteure de cette étude, prend le soin de faire remarquer, en scientifique sérieuse, que d'une part il s'agit d'un réchauffement portant sur des millions d'années, d'autre part que les chiffres qui en ressortent conduiraient, à cette échelle de temps, à une augmentation de température de quelque 9° C, enfin, que ce ne sont pas les niveaux retenus par la majorité des scientifiques. Le lieu n'est pas de conduire une analyse de la probabilité de survenue de pareille hypothèse, mais simplement, en raison de sa gravité majeure, de la signaler. On mentionnera cependant l'étude de l'Institut européen climatique de Berlin [Earth System Dynamics](#) (ESD). Publié en novembre 2015, ce travail est présenté ainsi par ses treize auteurs (résumé et traduction non officiels) : des évaluations robustes des impacts climatiques à différents niveaux d'augmentation de la température moyenne globale sont essentiels pour apprécier les perturbations anthropiques dangereuses. À l'heure actuelle, deux de ces niveaux, moyens, sont discutés dans le cadre des négociations internationales sur le climat, 2° C et 1,5° C. Une augmentation moyenne de 0,5° C marque une limite entre une variabilité naturelle et un nouveau régime climatique, en particulier dans les régions tropicales. Dans un scénario de réchauffement de 2° C en 2100, la quasi-totalité des coraux tropicaux auraient blanchi. La réduction médiane de la disponibilité en eau sur le pourtour méditerranéen se trouverait augmentée de 9 % à 17 % pour une augmentation moyenne de température passant de 1,5° C à 2° C. En agriculture, les baisses de rendement dans les régions tropicales comme l'Afrique de l'Ouest, de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique centrale et du Sud seraient significatives en

particulier pour le blé et le maïs. À 2° C, on enregistrerait une hausse de 50 cm du niveau marin et 40 cm dans le scénario 1,5° C.

Quand on sait aujourd'hui que les engagements annoncés lors de la COP 21 – sans être persuadé qu'ils seront tenus – conduisent à une augmentation moyenne de température de 3° C, va-t-on encore nous servir qu'il n'y a pas d'alternative ?

Si l'on s'en tient au seul relevé des températures, on mentionnera le travail du *National Oceanic and Atmospheric* (NOAA) qui a publié le 20 septembre 2016 ses [observations](#) scrupuleusement relevées et enregistrées depuis 1880. Les dernières mettent en évidence, pour le mois d'août 2016, les données, en moyenne mondiale, les plus élevées depuis 1880 et montrent ce mois comme le seizième consécutif à avoir enregistré les températures les plus élevées !

Les sols absorberaient moins de CO₂ que retenu jusqu'alors

Selon les travaux de sept chercheurs californiens (cinq femmes et deux hommes), publiés le 23 septembre 2016 dans [Science](#), aurait été mis en évidence un « sale petit secret ». Au cours du XIX^e siècle, les sols absorberont moins de dioxyde de carbone que ce que l'on pensait jusqu'alors. Sachant que le sol est le plus grand réservoir de carbone terrestre, son influence est donc directe dans les évaluations du cycle de climat. Il existe de nombreux modèles du système terrestre mais, selon ces chercheurs, leurs données n'ont pas été systématiquement confrontées aux observations. Aussi ont-ils utilisé le comptage du carbone 14 résiduel dans 157 profils de sol répartis dans le monde, à une profondeur de 1 mètre. Ils ont alors mis en évidence un potentiel de séquestration du carbone des sols inférieurs de près d'un facteur deux comparé à ce qui est retenu dans les modèles. Et alors ? Tout simplement, une proportion plus grande de CO₂ demeurera plus longtemps dans l'atmosphère, augmentant ainsi le réchauffement climatique.....

Et maintenant les feux de forêts !

PNAS (*Proceedings of the National Academy of Sciences*) est une revue à comité de lecture qui publie chaque semaine des travaux de l'Académie de sciences américaine. Elle fournit le [10 octobre 2016](#) des chiffres montrant l'accroissement du nombre de feux de forêts, dans l'Ouest américain, dus à l'augmentation de la température. Selon ces chercheurs, elle serait responsable, depuis 1984, du doublement de la superficie brûlée.

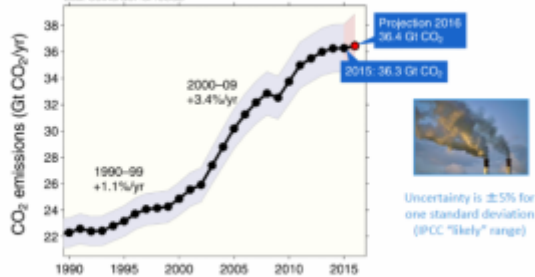
L'émission de CO₂ se stabiliserait

Le centre d'étude états-unien *Global carbon*, spécialisé dans la quantification des émissions de carbone, remarque que, pour la troisième année consécutive, les émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'usage des énergies fossiles sont restées stables ; ainsi en 2015, les émissions provenant de l'industrie et de la combustion des énergies fossiles n'ont pas été plus é

Global emissions from fossil fuel and industry: 36.3 ± 1.8 GtCO₂ in 2015, 63% over 1990

● Projection for 2016: 36.4 ± 2.3 GtCO₂, 0.2% higher than 2015

Data: CDAC/GCPBP/USBP



Estimates for 2014 and 2015 are preliminary. Growth rate is adjusted for the leap year in 2016. Source: CDAC, Le Quéré et al 2016: Global Carbon Budget 2016

le

vées qu'en 2014 et l'augmentation pour 2016 devrait être de l'ordre de 0,2 %. Ces « bons » résultats sont dus, pour beaucoup, à la réduction de l'usage du charbon pour la production d'énergie électrique chinoise. Cette réduction aurait été de 2,9 % en 2014 et de 3,7 % en 2015. On reproduit ici l'évolution des émissions de CO₂ sur la période 1990-2015 telle que publiée dans [Global Carbon Budget 2016](#). Parfait, cependant les émissions de CO₂ devraient non pas cesser de croître, mais diminuer si les objectifs fixés à Paris, lors de la COP 21, doivent être atteints.

UNBREAKABLE

C'est sous ce titre quelque peu provocateur que la Banque mondiale publie en novembre 2016 un quatrième rapport dans la série qu'elle avait inaugurée en 2012 pour documenter de manière approfondie l'indispensable lutte contre le réchauffement climatique dû aux activités humaines ; [Les Possibles](#) en rendaient alors compte notamment dans son numéro 7.

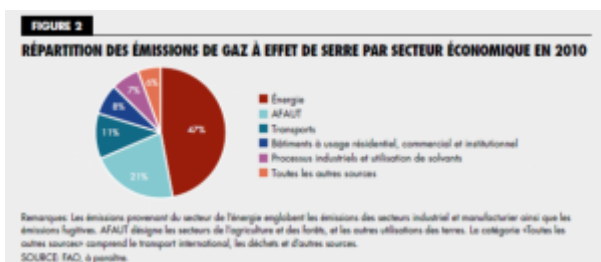
Devant l'ampleur des désastres auxquels l'humanité va devoir faire face, la Banque se préoccupe, en particulier, de la capacité de récupération – de résilience, comme on dit – des plus pauvres de la planète. L'espèce humaine, et d'abord sa partie la plus vulnérable, est-elle véritablement indestructible ?

Agriculture et changement climatique

La FAO a publié le 17 octobre 2016 son rapport annuel [La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture](#). D'emblée, elle souligne que le secteur agricole, au sens le plus large, est à la fois victime – en tout premier lieu au Sud – est co-responsable du changement climatique dans la mesure il est à l'origine de 21 % de l'émission des gaz à effet de serre (GES).

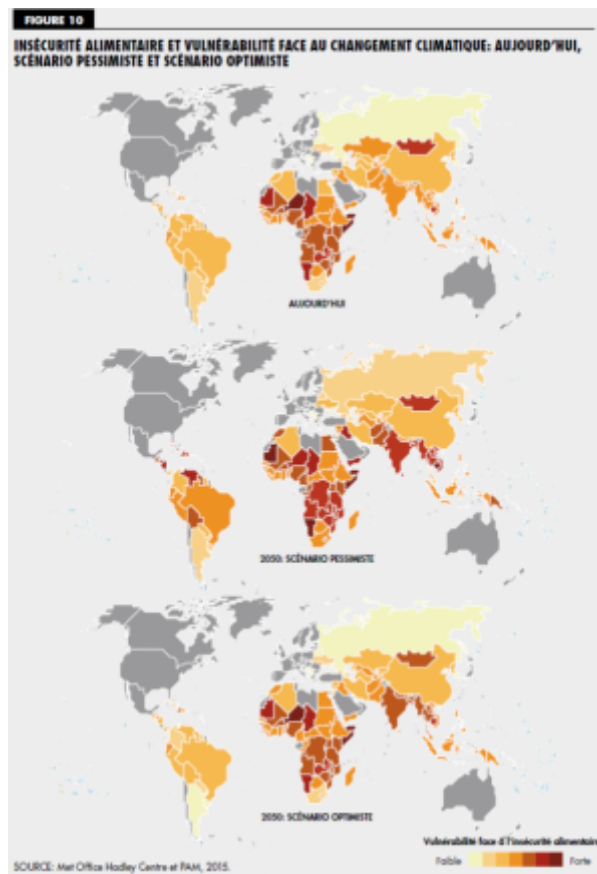
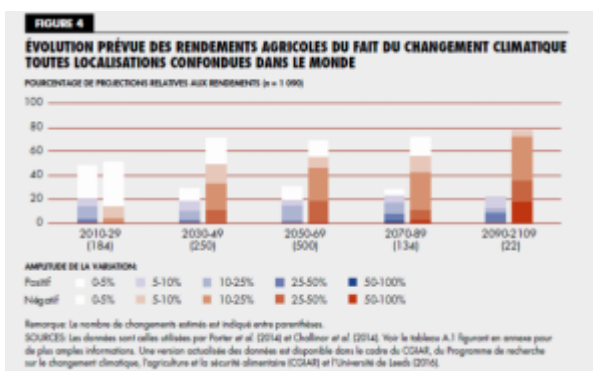
Les experts de Rome ont repris les travaux du centre britannique Hadley pour la recherche et la prévision climatique qui, avec le Programme alimentaire mondial (PAM), a dressé les trois séries de cartes mondiales dans la figure 10 reproduite un peu plus loin. La plupart des pays de l'OCDE, plus la péninsule arabique et la Libye, ne sont pas pris en compte dans l'étude et figurent en gris sur les cartes. La première série présente la situation aujourd'hui, puis celle estimée en 2050 selon un scénario

pessimiste et un autre, optimiste. On verra, au préalable, sur la figure 2 reproduite ici, la part de chacun des six secteurs économiques recensés en 2010 dans l'émission globale des GES. Sans surprise, on remarquera que ce qui revient au secteur dénommé énergie participe à près de la moitié des émissions mondiales.



Le secteur dénommé AFAUT, regroupant toutes les utilisations de terres, y compris bien entendu l'agriculture, l'élevage et la forêt, pèse à hauteur de 21 % dans les émissions de GES. On comprend dès lors l'avertissement que lance la FAO pour le siècle qui vient : « le monde fait face à un double défi inédit, éliminer la faim et la pauvreté et stabiliser le climat mondial avant qu'il ne soit trop tard ».

Pourtant, comme le montre la figure 4 reproduite ici, les rendements agricoles sont gravement compromis tout au long du siècle et dans la première décennie du suivant. On peut compter sur tous les Docteurs Folamour qui viendront affirmer que leur scientisme saura résoudre cette modeste question. Il suffira, par exemple, de ne pas se contenter de faire passer, comme entre 1961 et 2004, la consommation de pesticides dans le monde de 0,5 kilo à 2 kilos/hectare mais de la pousser jusqu'à plusieurs kilos/hectares au cours du siècle qui vient !

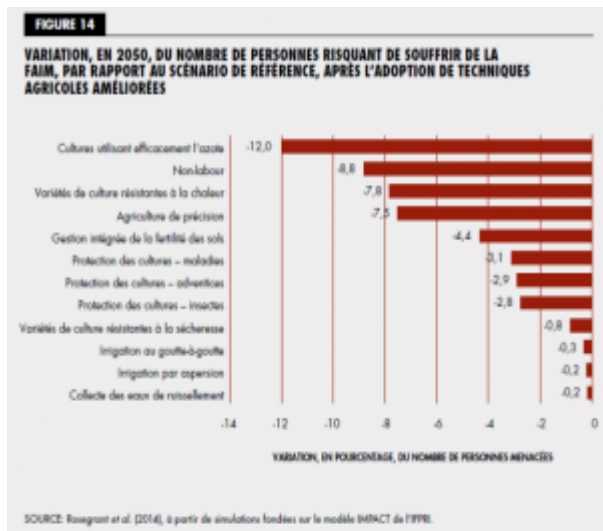


À nouveau, on trouvera dans ce rapport une mise en cause de l'agriculture industrielle. Dans ce domaine comme dans celui du climat ou des nombreux perturbateurs de la santé humaine, on reconnaîtra la même tactique des transnationales pour préserver leur pré carré : la mise en doute des études démontrant, pourtant sans l'ombre d'un doute, le savoir du moment dans tel ou tel secteur. A propos de l'agroécologie, on pourra lire [L'agriculture chimique, une nécessité ?](#) La FAO affirme, à nouveau, « Il est possible d'améliorer considérablement la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique en introduisant des pratiques agricoles durables ». Reprenant une étude de *International Food Policy Research Institute*, elle montre que l'adoption de façons culturales et de variétés culturales appropriées pourrait réduire de près de moitié, d'ici 2050, le nombre de personnes souffrant de la faim. La figure 14 reproduite à la page suivante indique douze pratiques qui conduisent à ce résultat. Malheureusement, pour le capitalisme, elles vont réduire sensiblement la quantité de produits vendus et, partant, les profits tirés de ces ventes. En revanche, elles sauveraient de la faim, des centaines de millions d'êtres humains. Qui décide ?

Or, ce sont 475 millions de foyers de petits exploitants agricoles qui travaillent et vivent dans les pays en développement. Aucun espoir d'élimination de la pauvreté et de participation à la lutte contre le changement climatique, autant qu'à l'adaptation des familles aux changements quand ils surviennent, sans que soient ajoutées six dispositions jugées essentielles : améliorer les infrastructures, développer la vulgarisation agricole, informer sur le climat, faciliter l'accès aux marchés, développer l'accès au crédit et offrir un large accès à la sécurité sociale. La FAO

rappelle aussi que les émissions de méthane et gaz nitreux, deux GES puissants, pourraient être réduites grâce à la modification des façons culturales préconisées.

Pense-t-on vraiment que pareil programme, pourtant *sine qua non*, à un développement durable de l'humanité, puisse être promu dans le cadre mondial qui prévaut aujourd'hui ?



Une étude menée en 2015 par la Banque mondiale a cherché à mesurer l'effet des changements climatiques en termes de pauvreté. Elle reprenait, pour ce faire les hypothèses bâties par le GIEC dans son cinquième rapport et basées sur quatre scénarios, dits *Representative Concentration Pathway* (RCP) projetant l'évolution de la concentration en gaz à effet de serre au cours du XIX^e siècle. Le modèle du GIEC calcule pour 2100 le forçage radiatif (schématiquement : différence entre l'énergie rayonnante – radiative – reçue et celle émise par le système climatique). Chacun des scénarios situe le pic des émissions de GES à quatre périodes différentes du XXI^e siècle : pic entre 2010 et 2020 [10] puis baisse, pic en 2040 puis baisse, pic en 2080 puis baisse, augmentation tout au long du siècle. C'est sur ces bases que la FAO a tracé son tableau 3 qui est reproduit à la page suivante. On voit que le nombre de pauvres estimé, aujourd'hui, à 900 millions dans le monde pourrait varier, selon la réalité climatique observée de (-) 25 millions à (+) 165 millions d'êtres humains. « Les principales conséquences sur l'agriculture sont notamment la multiplication des épisodes de sécheresse et des événements météorologiques extrêmes, l'intensification des pressions liées aux ravageurs et aux maladies et la perte de biodiversité ». Pour faire face à ces types de situations, les États-Unis de Monsieur Trump devront peut-être aller bien au-delà de simplement « cesser d'être les imbéciles » et ne pas se contenter de proclamer « la torture, ça marche ». Bien sûr, son équipe et lui disposeront, provisoirement, de l'armée la plus puissante du monde, mais peuvent-ils véritablement espérer imposer leur diktat ?

TABIEAU 3
NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ EN 2030, AVEC ET SANS CHANGEMENT CLIMATIQUE, DANS DIFFÉRENTS SCÉNARIOS CLIMATIQUES ET SOCIOÉCONOMIQUES

	Scénario de changement climatique	Scénario de changement climatique				
		Pas de changement climatique Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté sans l'extrême pauvreté	Faible incidence		Forte incidence	
			Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Scénario socioéconomique	Préparé	142 millions	+2 millions	+6 millions	+16 millions	+25 millions
	Pauvreté	900 millions	+35 millions	+122 millions		
			Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
			-25 millions	+97 millions	+33 millions	+165 millions

Notes: Les principales résultats s'appuient sur les deux scénarios représentatifs de la pauvreté et de la prospérité. Les barcelles ont été établies à partir de 10 scénarios possibles pour chaque catégorie. Les valeurs de RCP et de SSP sont expliquées dans l'encadré 7.
 SOURCE: Adapté de Rosegrant et Hallegatte (2015).

Un autre modèle d'agriculture est tout à fait indispensable pour réduire la faim dans le monde, pour permettre une agriculture durable et pour contribuer à limiter le réchauffement climatique. Toutefois, il est insuffisant pour rester en deçà des 2° C. Il y faudra, conclut la FAO, un financement public sérieux !

Les inégalités, ça commence à bien faire !

Ce n'est certainement pas ce genre d'apostrophe d'estrade dont aurait usé Friedrich Hayek, le fondateur, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, du célèbre Mont-Pèlerin pour s'opposer à l'intervention de l'État et au communisme. Celui à qui Margaret Thatcher doit autant que Ronald Reagan devait à Milton Friedman, était un économiste sérieux d'une large culture. Il était peut-être, de ce point de vue, de la même envergure que celui à la pensée duquel il s'opposa frontalement, John Maynard Keynes. Il est sans doute, de ce fait, l'un des penseurs les plus influents du libéralisme du XX^e siècle, un idéologue cultivé. Il avait parfaitement compris que la justice sociale était l'adversaire principal de la morale à laquelle il voulait voir le monde se soumettre. « Je crois que la *justice sociale* sera ultimement reconnue comme un leurre qui a entraîné l'homme à abandonner plusieurs des valeurs qui dans le passé ont inspiré le développement de la civilisation – comme une tentative de satisfaire un besoin hérité des traditions du petit groupe mais qui n'ont pas de sens dans la Grande Société des hommes libres » [11].

Pour lui, la rentabilité du capital est trop faible, en particulier parce que la monnaie est « créée » de manière centrale, sans épargne préalable, et non laissée à la discrétion des marchés. Concurrents, ceux-ci proposeront la meilleure monnaie qui puisse être et, ainsi, préserveront le monde des crises puisque l'économie aura su se préserver de tout régulateur public. Avec ou sans Consensus de Washington, les IFI (institutions financières internationales) ne peuvent qu'être nocives.

Alors, quand ces IFI laissent entendre que les marchés peuvent être inefficients ! De quoi se mêle donc la Banque mondiale en publiant le 2 octobre 2016 [Tacking on inequality](#) pour dénoncer l'augmentation des inégalités dans le monde ? Certes, elle commence par se réjouir, à juste titre, en constatant que, entre 2012 et 2013, quelque 100 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté en disposant de plus de 1,90 dollar par jour.

Elles étaient donc encore en 2013, 800 millions dans cette situation, dont la moitié en Afrique subsaharienne, comme on le voit dans la figure 2.2 (page 37) reproduite ci-dessous.

L'étude de la Banque a retenu pour base, l'analyse de 84 pays parmi lesquels 34 ont vu les écarts se creuser entre les 40 % les plus pauvres et les 60 % les plus riches. Les auteurs ont particulièrement étudié les moyens utilisés pour réduire les inégalités par un groupe de pays, parmi lesquels le Brésil, le Cambodge, le Mali, le Pérou et la Tanzanie. Ils ont mis en évidence les six mesures qui ont été adoptées :

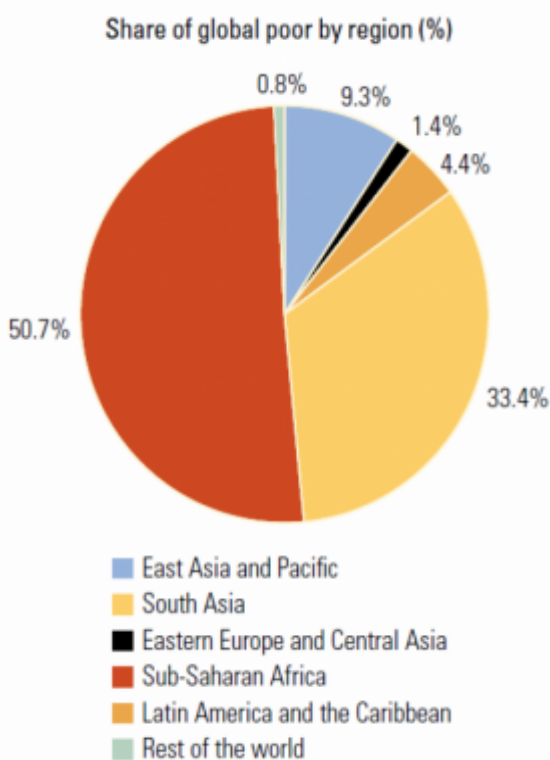
- Développement de la petite enfance et nutrition (on pourra lire à ce propos l'étude évoquée plus haut à propos de l'enfance au Ghana)
- Couverture médicale universelle
- Accès universel à une éducation de qualité
- Transferts monétaires aux familles démunies
- Infrastructures rurales, en particulier les routes et l'électrification
- Fiscalité progressive

On ne sera guère surpris de l'efficacité de cette série de six groupes de mesures permettant de réduire les inégalités, tant l'efficacité de chacune d'entre elles est largement documentée par de très nombreuses études dans tous les pays. Il est vrai qu'elles sont, partout dans le monde aussi, contestées – et combattues avec succès – par tous les propriétaires du capital.

On comprend ceux qui, par simplification de langage, sont appelés « propriétaires du capital ». D'où pourraient-ils bien accaparer leur extravagante fortune en ne se comportant pas comme ils le font ? *Wealth-X* (enregistré à Singapour) est un excellent connaisseur du monde des milliardaires. Associé au Suisse UBS, autre parfait connaisseur de ce monde, il a publié [Billionaire census highlights 2015-2016](#). Ces milliardaires désignés avec élégance par le sigle UHNWI (*ultra high net worth individuals*) sont des individus qui, chacun, doivent posséder, au moins, une fortune d'une valeur nette de 1 milliard de dollars. Ils étaient, en 2015, au nombre de 2 473, en augmentation de 6,4 % par rapport à l'année précédente. Ensemble, ils disposent de près de 7 700 milliards de dollars [12]. Mais on verra, à l'examen du tableau qui est reproduit ici, que l'ordre capitaliste est décidément bien ordonné ; l'inégalité est partout ! Les cinq plus grandes fortunes mondiales parviennent à accumuler leurs 323 milliards de dollars « grâce » au fait qu'elles sont près de 260 fois moins nombreuses que les « pauvres » qui ne disposent que de 1 à 2 milliards de dollar par personne !

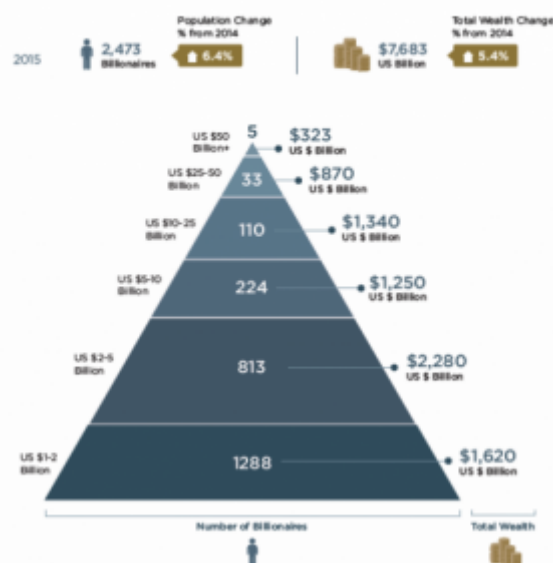
Allons bon ! La fumeuse théorie du ruissellement ne ruissellerait-elle rien d'autre que du vent ?

FIGURE 2.2 Where Are the Global Poor Living? The Global Poor, by Region, 2013



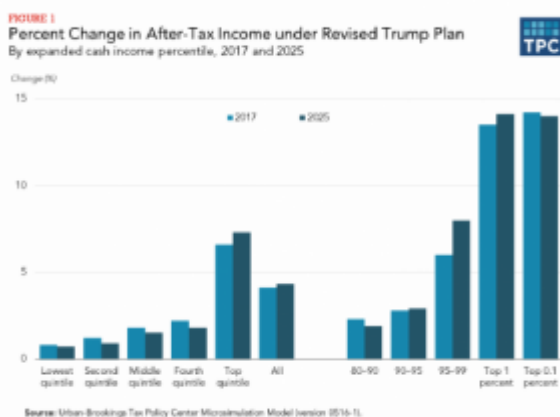
Source: Most recent estimates, based on 2013 data using PovcalNet (online analysis tool), World Bank, Washington, DC, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>.

BILLIONAIRE WEALTH TIERS



En citant cette étude de [Tax Policy Center](#), l'objet n'est pas de procéder à une analyse du programme de celui qui est devenu président des États-Unis, bien qu'il ait obtenu 2,6 millions de voix [13] de moins que Hillary Clinton. Il s'agit simplement de profiter de la courte analyse à laquelle s'est livré ce *think tank* états-unien sur les conséquences d'une politique fiscale visant à diminuer tous les impôts quel que soit le niveau de revenu. Les auteurs de l'étude ont modélisé le système qui en résulterait pour les décennies à venir ; selon leurs calculs, les mesures préconisées amputerait les recettes fédérales de plus de 6 000 milliards de dollars pour la décennie 2016-2026 et, pour la suivante, de quelque 9 000 milliards de dollars soit quelque 2,6 % du PIB. Au-delà des données macroéconomiques, on verra sur

la figure 1 reproduite ici que ces réductions seraient particulièrement profitables aux 1 % et 0,1 % les plus riches.



En France aussi !

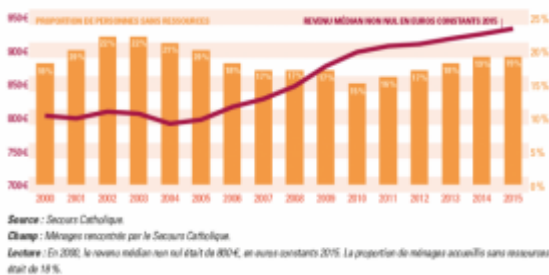
On sait que le Secours catholique publie régulièrement un rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France ; [l'édition 2016](#) est parue en novembre.

Elle s'appuie sur une analyse statistique conduite auprès de 85 179 personnes retenues parmi près du 1,5 million de femmes, hommes et enfants accueillis par l'organisation en 2016.

Il ressort de ces calculs que le revenu médian des personnes accueillies, et disposant cependant de revenus, a augmenté en 15 ans de quelque 4 %, passant de 897 euros (2000) à 932 euros (2015). On remarquera que le nombre de personnes sans ressources n'a cessé d'augmenter à nouveau depuis 2010 pour atteindre, l'an passé, 19 % de ce million et demi accueilli par le Secours catholique.

On peut rappeler que, selon l'INSEE, le SMIC, en euros constants, a augmenté, sur la même période, de 7 % pour atteindre 1 457 euros mensuels en 2015, à raison de 169 heures travaillées. Comme on le voit, la droite française a été bien inspirée, lors des primaires qu'elle a organisées en novembre 2016, de promettre en la matière de poursuivre et d'amplifier l'œuvre du gouvernement de Monsieur Hollande ! {}}

GRAPHIQUE 8. ÉVOLUTION DU REVENU MÉDIAN NON NUL ET DE LA PROPORTION DE MÉNAGES SANS RESSOURCES (2000-2015)

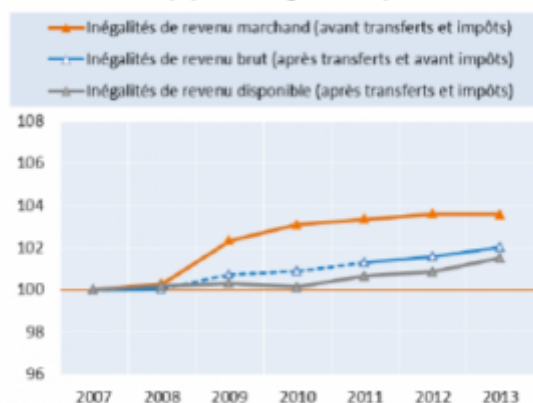


Et dans le reste du monde ?

[Les inégalités restent élevées](#), avertit l'OCDE ! L'Organisation de coopération et de développements économiques n'a pas la réputation d'être un centre de pensée économique hétérodoxe ;

pourtant, dans la note et les annexes qu'elle publie le 24 novembre 2016, elle indique de manière laconique que « les revenus disponibles des ménages sont toujours en dessous des niveaux d'avant crise, surtout pour les moins favorisés ». Si les candidats à l'élection présidentielle française de 2017 daignaient ne pas s'embourber dans leurs rodomontades habituelles mais, tout simplement, lire les nombreuses études de ce qu'ils dénoncent parfois comme des officines gauchistes telles, entre autres, que la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE et toutes celles qui démontrent la même réalité : les inégalités augmentent partout et les remèdes largement appliqués – toujours plus de libéralisation de l'économie – n'en sont pas. Ainsi, sur la période étudiée (2007-2014), l'indice de Gini [14], est passé de 0,317 à 0,318, seuil jamais atteint depuis trente ans ; ce niveau place l'OCDE pas très loin du Niger (0,346) situé au dernier rang des pays classés selon l'indice de développement humain du PNUD.

Inégalités avant et après redistribution par les transferts et les impôts, 2007=100, population d'âge actif, moyenne OCDE



Entre 2007 et 2010, les ménages les moins aisés de l'OCDE ont vu leurs revenus baisser de 5,3 %, surtout en raison du chômage. Il convient de souligner à ce propos la grande inquiétude de l'Organisation, qui remarque qu'une baisse relative du chômage d'après crise aurait eu tendance à faire diminuer les inégalités de revenu, celles-ci ont, *in fine*, continué à croître en raison des revenus du capital qui, eux, poursuivent leur progression. Les riches trouvent toujours la bonne martingale pour accroître la part du revenu qu'ils accaparent. Les pauvres [15], eux, n'ont pas ce genre de « truc » à leur disposition. Ou plutôt si, ils en ont trois pour la réduire davantage encore, nous dit l'OCDE : les emplois créés sont souvent de mauvaise qualité et mal rémunérés ; ce sont, par exemple, 900 000 personnes qui, au Royaume-Uni, « bénéficient » d'un contrat zéro heure – ce merveilleux dispositif qui a su inventer la flexibilité infinie – que l'économiste français Jean-Marc Daniel, professeur à l'École supérieure de commerce de Paris, appelle de ses vœux en France ; il sait ce qu'il faut enseigner à ses étudiants ! Gageons que Monsieur Fillon saurait le satisfaire. Il faut bien tout essayer contre le chômage... La baisse de la syndicalisation vient accentuer ce phénomène, comme l'a démontré une étude du FMI dont on peut prendre connaissance avec [D'où les inégalités de rémunération peuvent-elles bien venir ?](#) Enfin, souligne l'OCDE, « la redistribution par les impôts et les transferts publics, comme les indemnités de chômage et les prestations familiales, qui ont aidé à amortir le

creusement des inégalités au début de la crise, ont également marqué un repli depuis 2010 dans deux tiers des pays de l'OCDE ».

« Creusement des inégalités », note l'OCDE ; les revenus du capital y seraient-ils pour quelque chose ? Le dernier [Henderson global dividend index](#), qui analyse en continu les dividendes distribués par les 1 200 plus importantes transnationales

mondiales [16], en terme de capitalisation boursière, indique que le montant des dividendes versés avait baissé de 2,2 % en 2015 pour se situer à 1 150 milliards de dollars, mais devrait se rétablir, en 2016, à 1 170 milliards de dollars. Nous voilà rassurés puisqu'il s'agit de quelque 5 000 fois plus que le montant « gaspillé » par l'Organisation des Nations unies pour le Programme alimentaire mondial ; soyons certains que ces transnationales sauront, elles, nourrir tous ces gueux !

Notes

[1] PIB 2006 selon la Banque mondiale, 51 000 milliards de dollars courants.

[2] On ne recommandera pas la lecture de la diatribe de Messieurs Cahuc et Zylberberg, sobrement intitulée *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*, on gagnera beaucoup de temps à en lire de nombreuses et excellentes critiques, particulièrement [celle](#) de Michel Husson.

[3] Beaumarchais, *Le Mariage de Figaro* (V, 3)

[4] *The Great Gatsby*, Francis Scott Fitzgerald, Scribner, New York, 1925

[5] Salaire médian : le salaire pour lequel il y a autant de salariés qui disposent d'un salaire supérieur que ceux percevant une rémunération moindre.

[6] Le PIB 2015 de l'Afrique subsaharienne est évalué par la Banque mondiale à 1 572 milliards de dollars

[7] Ce chiffre provient du rapport 2015 de l'Agence européenne pour l'environnement qui mentionne le nombre de morts prématurées en Europe en 2012 de 432 000 dues aux particules fines (PM2,5), à l'ozone et au NO₂

[8] Ce montant équivaut au quart de celui des PIB des Pays les moins avancés où vivent quelque 850 millions d'habitants

[9] ppm : partie, en l'occurrence de molécules CO₂, par million dans l'atmosphère.

[10] Il aurait fallu, pour que ce scénario se réalise, que l'augmentation de température au cours du siècle soit maintenue en dessous de 2° C ; on sait désormais que c'est impossible ; lire [Ah, Dieu, que le climat est joli !](#)

[11] Friedrich von Hayek, *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 1995.

[12] La [Banque mondiale](#) indique que les PIB de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, comptant plus de 3 milliards d'habitants, sont, en 2015, respectivement de 1 572, 3 113 et 2 666 milliards de dollars courants

[13] Selon le décompte publié le 8 décembre 2016 par le [New York Times](#) Hillary Clinton a obtenu 65 476 535 voix tandis que Donald Trump en obtenait pour sa part 62 821 935 soit 2 % des votes de moins.

[14] Le coefficient de Gini varie de 0, qui signifie une parfaite égalité, à 1 traduisant une inégalité totale.

[15] Oxfam nous montre dans [An economy for the 1 %](#), qu'il ne s'agit des quelques miséreux objet de « l'attention » des bonnes âmes.

On lit, par exemple, que les 62 individus les plus riches détiennent la même « richesse » que la moitié de l'humanité.

[16] Lire à ce propos [Croissance des inégalités tous azimuts ?](#)